



TESIS / THÈSE
COTUTELA INTERNACIONAL DE TESIS

UNIVERSIDAD DE CÁDIZ
DEPARTAMENTO DE HISTORIA MODERNA, CONTEMPORÁNEA, DE AMÉRICA Y DEL ARTE
GRUPO DE ESTUDIOS DE HISTORIA ACTUAL (PAI, HUM 315)

*UNIVERSITÉ PARIS OUEST NANTERRE LA DÉFENSE
ÉCOLE DOCTORALE LETTRES, LANGUES ET SPECTACLES (ED 138)
LABORATOIRE ÉTUDES ROMANES (EA 369)*

DOCTORADO DE LA UNIVERSIDAD DE CÁDIZ
ARTE Y HUMANIDADES

*DOCTORAT DE L'UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE
LETTRES ET SCIENCES HUMAINES*

Doctorado europeo / *Doctorat européen*

GONZÁLEZ CLAROS, Miguel Ángel

DEL PROCESO DE BARCELONA A LA UNIÓN POR EL MEDITERRÁNEO: HISTORIA RECIENTE Y PERSPECTIVA
DE LA POLÍTICA EUROMEDITERRÁNEA

TESIS DIRIGIDA POR / *THÈSE DIRIGÉE PAR*
PÉREZ SERRANO Julio
(Universidad de Cádiz)
CHAPUT Marie-Claude
(Université Paris Ouest Nanterre la Défense)

CÁDIZ, 2015

Soutenance 29/01/2016

Membres De Jury

Ricardo Martín de la Guardia Universidad de Valladolid Rapporteur

István Szilagy University of Pecs Rapporteur

José Antonio López Sánchez Universidad de Cádiz

Ces vingt dernières années la politique euro-méditerranéenne n'a pas été l'échec amplement commenté dans la bibliographie espagnole et française dans leurs « Think Tanks » atlantistes depuis les premiers accords des années 70, en passant par le processus de Barcelone en 1995, et l'Union de la Méditerranée en 2008. L'objectif était clair, comme nous l'avons constaté dans la documentation officielle tout au long de notre thèse, le contrôle de la Méditerranée empêchant que des politiques indépendantes n'apparaissent.

La stratégie élaborée depuis Bruxelles s'est clairement alignée avec Washington. Les petites divergences existantes entre eux pendant l'invasion de l'Irak en 2003 ont disparu avec les accords signés sur la Stratégie Européenne de Sécurité, de façon à agir de manière coordonnée face aux pays riverains de la Méditerranée qui n'ont pas signé les accords d'Association, qui n'étaient pas membres du Dialogue Méditerranéen de l'OTAN, et qui n'acceptaient pas les itinéraires de transit de l'énergie conçues à partir des agendas occidentaux sans oublier l'importance d'Israël, comme acteur régional en Méditerranée, agissant en tant que responsable du génocide de la population palestinienne et du contrôle des autres pays de la région qui ont refusé de signer les accords de paix, conçus dans le Plan Yinon, en vertu de la stratégie de « Diviser pour régner ».

De la même façon, on analysera le rôle de l'Espagne, qui a eu une tâche importante dans la construction de la politique euroméditerranéenne durant les années 90. À Madrid, en 1991, on a célébré la Conférence pour la Paix au Moyen Orient entre Israéliens et Palestiniens et, en 1995, le PB, la nouvelle feuille de route à suivre par l'UE afin de créer une association globale dans la Méditerranée.

Les puissances occidentales cherchent à changer la carte géopolitique arabe afin de contrôler l'Eurasie et de déstabiliser la Méditerranée, en supprimant toute forme de résistance dans la région. C'est pour cette raison, qu'en 2011, on a plébiscité ce que l'on a appelé les « printemps arabes » avec pour unique objectif d'envahir les pays qui ont poursuivi une politique indépendante comme la Libye et la Syrie. Le

but était que dans cette « Mare Nostrum » une zone de libre-échange soit installée et qu'elle soit le lac de l'OTAN pour la phase suivante prendre le virage vers l'Asie dans une future lutte mondiale face à la Russie et à la Chine.

Mais la défaite en Syrie, peut empêcher que cette stratégie puisse se développer dans les pays riverains de la Méditerranée, où la classe ouvrière pourrait se rebeller contre cet ordre du jour impérialiste, l'une des alternatives étant la lutte unifiée de la classe ouvrière devant l'oppression des pays d'Europe du Nord contre le Sud et pour atteindre une plus grande indépendance des pays européens de la Méditerranée, l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

Dans cette recherche, nous avons essayé de réfuter l'idée largement présente dans la bibliographie espagnole sur la question de la Méditerranée, affirmant que la politique euro-méditerranéenne a été un échec depuis sa création lors du processus de Barcelone en 1995, où la paix, la sécurité et la stabilité, les concepts de référence des institutions tout comme les objectifs à atteindre dans la région n'ont encore pas été atteints.

La thèse s'est fondamentalement basée sur des publications militantes d'auteurs reconnus et sur des publications journalistiques, toutes critiques avec le système capitaliste et avec la politique extérieure américaine. Il est vrai que, dans ces dernières années, des différents webs, autant en anglais (*Global Research*, *Information Clearing House*) qu'en français (*Réseau Voltaire*) qu'en espagnol (*Rebelión*, *Kaosenlared*, *Diagonal*), ont apporté une perspective différente à celle qui est hégémonique dans les médias officiels, en faisant preuve d'un « contre-discours » qui se confronte à celui généré dans les différents *think tanks*, dominés en majorité par des analystes consacrés et financés par des grands mélanges autant médiatiques que politiques et économiques.

Dans ces dernières années, on observe chez les citoyens un intérêt plus grand pour connaître et pour arriver à comprendre ce qui se passe autour d'eux, étant donnée la crise économique qui a réduit le pouvoir d'achat de la population, l'augmentation des guerres dans des différents endroits, unis à la crainte des plusieurs attentats arrivés en Europe depuis le début du XXI^e siècle. De notre perspective académique, on voudrait signaler les manques existents dans les anciens centres de pensée, qui continuent à jouir d'une claire visibilité dans les médias traditionnels, face aux nouvelles façons de diffusion de l'information, plus accessibles grâce à la prolifération des réseaux sociaux, mais qui peuvent cependant être peu rigoureux, trop « idéologisés » ou simplificateurs, sans compter dans ses analyses toute la complexité du système global dans la question méditerranéenne.

On peut considérer que notre analyse s'est enrichi de l'utilisation des sources « alternatives » qui posent des questions tout à fait nouvelles aux chercheurs et, en même temps, favorisent le débat en proposant des approches nouvelles sur des problèmes qui, depuis les *think tanks* espagnols, sont présentés d'une manière neutre et unidimensionnelle. Un bon exemple c'est la qualification dans les médias de Bachar Al Asad comme un « dictateur sanguinaire » après les tueries de Ghouta, bien que les propres sources « officielles » démontrent qu'on ne peut pas déterminer qui a réalisé cette tuerie. De la même manière, on a apporté des informations qui remettent en question l'idée que Gadafi a été déposé par une révolte « populaire » des Lybiens dans sa recherche de la paix et de la démocratie, en démontrant qu'une grande partie des combattants opposants étaient des mercenaires étrangers. Avec ces exemples, on met en évidence le besoin de remettre en question les affirmations qui arrivent des centres officiels, bien qu'elles viennent d'auteurs consacrés, ce qui ne signifie pas que tout ce que j'argumente d'un point de vue critique doive être considéré comme une vérité absolue. Parmi les critiques qu'on peut faire aux auteurs « alternatifs », on remarque que pas tous

ces auteurs accomplissent des standards académiques élevés, contrairement aux *think tanks* où ont l'habitude de publier des analystes avec une qualification supérieure. Il est difficile de croire, par exemple, que l'Israël ait été capable de contrôler le Congrès Américain pour ses propres intérêts, sans considérer que Washington puisse avoir sa propre stratégie, ou penser que tout ce qui a lieu dans la région est quelque chose conçue préalablement par les stratégies occidentales. Il y a beaucoup de circonstances qui échappent au contrôle de l'Occident, comme on constate avec le cas de l'arrivée d'immigrants en Europe.

En somme, notre tâche n'a été que celle d'essayer de remettre en question et, dans son cas, de réviser des concepts préétablis et de présenter des perspectives nouvelles dans le débat sur la question euroméditerranéenne, qui ouvrent des horizons nouveaux et qui enrichissent ainsi des futures analyses mis en relation avec ce cadre géographique.

Nous pouvons nous tromper en entretenant un prétendu climat de pessimisme et de déception qu'ont toujours été chargés de transmettre les études officielles, en attribuant l'échec des initiatives dans la région au manque de dialogue entre les deux rives de la Méditerranée, à la corruption généralisée dans les pays du sud, leur manque de démocratie interne et à l'intérêt de l'UE à approfondir ses relations avec l'Est au détriment de la périphérie du Sud.

Mais ce point de vue a pour but clair de passer sous silence des informations aux lecteurs et investigateurs qui veulent s'initier à l'analyse de la région euro-méditerranéenne, en particulier, à la vaste bibliographie sur la question. Il y a dans celle-ci un certain nombre de tabous prédéfinis qui empêchent les débutants d'obtenir des réponses dans ce domaine. Nous ne trouverons jamais la moindre critique de l'OTAN, une organisation qui de même que les nazis pendant la

Seconde Guerre mondiale, envahit et se lance à la conquête des pays qui refusent de se plier à ses exigences.

De légères et subtiles critiques des institutions du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC, responsable depuis les années 80 du PAE, qui a plongé les économies des pays de la rive sud dans la destruction de l'industrie locale et de l'agriculture, des mesures similaires sont destinées à être appliquée aux pays méditerranéens d'Europe du Sud, grâce à des coupes draconiennes dans les budgets de la santé, l'éducation, les services sociaux condamnant ainsi une grande partie de la population à la pauvreté et à la misère et cela pour les générations à venir . Mais ce serait une erreur de ne pas réfuter son idée principale de l'échec Euro-méditerranéen. Nous avons eu l'occasion de voir tout au long de notre recherche, comment l'UE, en 1995, à Barcelone, s'est fixé une série d'objectifs que deux décennies plus tard, l'on peut appeler une politique du fait accompli.

On a réussi à pacifier les Balkans et maintenant aucun des mini-États émergents du conflit ne mène une politique indépendante sur le conflit en Israël et en Palestine. Les hypothèses adoptées à Madrid et Oslo, sont plus proches que jamais d'être appliquées. Tel Aviv a ainsi obtenu ses buts géostratégiques d'étendre ses frontières et d'affaiblir les positions palestiniennes: le Fatah dirigé par Abbas agit comme un collaborateur d'Israël, alors que le Hamas est dans une position claire de perte de sens en raison de ses positions critiquables.

De même, les désaccords entre les Etats-Unis et l'UE sur la guerre en Irak, ont été atténués après la publication en 2003, du document honteux de la Stratégie européenne de sécurité, qui met l'UE totalement à la merci de Washington et agit depuis lors, en accord avec leurs décisions sur la stratégie à suivre à la périphérie de l'Europe.

Mais la principale raison qui fait que l'on fait référence de manière constante à un échec supposé dans la région est en fait le refus de pays comme la Syrie, la Libye,

l'Irak, l'Iran, l'Algérie et le Liban de se plier aux stratégies impériales occidentales et aux initiatives visant à contrôler la région. Les flux riches énergétiques de la région étaient envoyés par ces pays vers la Russie ou la Chine, ce qui provoquait la colère de l'UE et des États-Unis.

Au niveau économique, des initiatives comme les Accords d'association où la Politique européenne de Voisinage, n'étaient pas signés par ces pays, qui n'ont pas voulu céder et ruiner leur population. Pendant ce temps, le Dialogue méditerranéen de l'OTAN essayait de transformer la région en un lac de l'OTAN, mais il s'est heurté au refus des mêmes pays à signer des accords militaires.

Telles sont les raisons qui ont conduit à l'invasion par les États-Unis, l'UE et Israël des pays qui ont agi de façon indépendante dans la région, dans le cadre du Printemps arabe, détruisant leurs économies et la coexistence pacifique jusqu'ici entre les différents groupes ethniques de chaque pays, soumettant l'intérêt de chaque pays à son propre avantage. Nous sommes confrontés à une véritable urgence humanitaire, avec la violation flagrante de la souveraineté de chaque pays, le déracinement de la population qui se voit obligé de fuir de son pays et de s'entasser sur des camps de réfugiés dans les pays frontaliers ou fuir en demandant a réfugié en Europe et finalement l'anéantissement d'une population qui refuse d'agir sous les directrices des États-Unis et de l'UE.

Devant cela nous nous posons si réellement l'objectif des États-Unis et de l'UE dans la région n'a jamais été la paix et la stabilité, comme cela apparaît amplement dans la documentation officielle euro-méditerranéenne. En 2007, Seymour Hersh a révélé un complot visant à faire plonger le Moyen-Orient dans une guerre sectaire, en armant des groupes d'extrémistes comme les Frères musulmans et Al-Qaïda.

Les événements en Irak, en Libye et en Syrie montrent que « la guerre contre le terrorisme » de Bush et Obama a été une fraude, parce qu'ils n'ont pas délivré les pays des terroristes. Leur véritable objectif était de créer des conflits contre les

états-nation indépendants. L'Irak, la Libye et la Syrie ne connaissaient pas le terrorisme avant l'intervention américaine, mais depuis il y a eu une plus grande déstabilisation du Moyen-Orient, en amenant des terroristes en provenance d'autres régions.

Après la conquête de la Libye, l'Irak et la perspective d'une invasion de la Syrie, on affaiblit les pays qui ont des liens étroits avec la Russie la priorité des forces économiques et politiques du capitalisme mondial étant d'assurer les conditions favorisant une soumission effective de la Méditerranée aux processus de l'économie mondiale et des centres d'accumulation globale.

Ces guerres ont été planifiées à l'avance, comme le démontre l'ancien ministre Roland Dumas dans une interview pour la télévision française LCP ou le générale Wesley Clark dans une interview à Democracy Now. Il y a eu une importance spéciale de l'Union pour la Méditerranée, une initiative en 2008, qui visait à remplacer le processus de Barcelone. Dans sa documentation officielle nous pouvions lire que l'UE cherchait une plus grande ambition stratégique en Méditerranée, c'est-à-dire, elle voulait développer un plus grand contrôle sur sa rive sud.

On dit souvent que, depuis la cessation des sommets, l'UPM est paralysée mais au cours de notre recherche, nous avons constaté que de nombreuses réunions sont organisées. En Octobre 2013 il y a eu une réunion entre de hauts fonctionnaires de l'UPM et 42 représentants des pays membres, ainsi que des représentants de la Ligue arabe et de l'APEM, l'un des sujets traités a été la guerre en Syrie. Sur leur site, nous avons trouvé plus de 300 nouvelles concernant des rencontres réalisées par cette organisation depuis mai 2010 et la documentation consacrée aux invasions de la Syrie et la Libye, l'UE elle-même cite l'Union pour la Méditerranée l'un des piliers pour l'expansion des projets impériaux.

Donc, il est inexact d'affirmer que la politique euro-méditerranéenne est un échec, mais elle a plutôt été l'instrument par lequel l'Union européenne a développé une politique d'annexion pour contrôler ses sphères d'influence, à la fois sur sa périphérie sud, et ceci, en qualité de simple exécutant des instructions de Washington. L'histoire récente de ces interventions menées par les Etats-Unis, la France et d'autres pays de l'OTAN et Israël n'ont pas apporté la paix et la sécurité dans la région méditerranéenne.

Notre objectif est d'en finir avec l'écran de fumée produit par les médias et les Think-Tanks atlantistes, afin de mieux comprendre les événements existants et de nous positionner face à la mondialisation impérialiste.

L'Espagne a pu jouer un rôle important en Europe, en agissant comme une passerelle entre les deux rivages de la Méditerranée, puisqu'en 1991 il a eu lieu la Conférence pour la Paix à Madrid, et en 1995 la 1^{ère} Conférence Euroméditerranéenne à Barcelone. C'est avec ces projets que le Gouvernement Espagnol a voulu augmenter son rôle dans la politique européenne, comme un facteur d'union des deux rivages, en dirigeant des initiatives régionales, en contribuant au développement et en arrivant à consolider la politique euroméditerranéenne, pour ainsi obtenir une augmentation de la coopération et trouver une solution à la crise des réfugiés.

De son incorporation au bloc européen en 1986, on a observé une ouverture du pays vers la CE et, en même temps, depuis Madrid, a été favorisé le développement d'une politique méditerranéenne de la part de la CE, en se concentrant sur les pays prioritaires pour la politique extérieure espagnole au Maghreb. L'Espagne est justement arrivée à européeniser les trois sujets essentiels de sa politique nationale: la pêche, l'immigration et le terrorisme.

Mais l'Espagne, dans le courant de ces dernières vingt années, exerce une moindre influence comme pays clef dans le développement des politiques euroméditerranéennes, malgré des initiatives telles que l'Alliance des Civilisations, encouragée par le président José Luis Rodríguez Zapatero, qui a à peine eu de l'influence en dépit de la célébration jusqu'à présent de cinq forums. L'Espagne n'a pas eu un rôle stratégique dans les différentes conversations pour la paix entre Israéliens et Palestiniens, bien que l'UE dans l'ensemble ait été considérée l'un des acteurs dans les conversations du Quartet pour le Moyen Orient. Dans le conflit syrien, Madrid n'a pas joué non plus un rôle essentiel dans les réunions internationales, encore que dans le Groupe des Amis de la Syrie il ait été l'un des 155 pays participants à l'initiative et tandis que l'Espagne a été l'un des 39 pays invités à la Conférence de Genève.

La plupart de la documentation est basée sur les mêmes modèles de compréhension pour analyser la politique euro-méditerranéenne et à aucun moment l'intervention claire de Washington et Bruxelles pour atteindre ses objectifs géostratégiques n'est critiquée. L'intérêt des grandes puissances pour parvenir à la paix, la sécurité et la stabilité dans la région, est toujours mentionné mais quand des attaques évidentes contre la souveraineté de pays comme la Syrie ou la Libye, envahis par les djihadistes dirigées à partir de l'occident leur seule solution est d'accuser les dirigeants locaux de réprimer leur peuple. Les auteurs consacrés ne font pas la moindre critique des guerres provoquées de l'extérieur de ces pays, agissant en vertu d'un silence complice, sans argumenter au-delà de quelques concepts établis, (dont la plupart se trouve dans la documentation officielle) et se répétant inlassablement dans des revues pseudo scientifiques.

En cachant au lecteur les informations d'un intérêt particulier comme les articles de Hersh « The Redirection » ou le Plan Yinon, il n'a jamais été fait mention dans la bibliographie espagnole des deux principaux documents permettant de comprendre

les événements actuels entre les deux rives de la Méditerranée, cette omission est inacceptable et montre les limites de la «liberté de la presse" dans notre pays.

Les revues mentionnées dans l'introduction de notre travail, IDEAS Afkar, CIDOB, Elcano ou Fride ou la publication de congrès ou de livres qui tentent d'analyser « le Printemps Arabe » montrent que c'est une question qui suscite un intérêt particulier chez le lecteur, désireux de bien comprendre ce qui se passe, mais le problème est qu'ils fournissent une vision unique et ne permettent pas la moindre critique à leurs postulats. L'analyse de la Méditerranée comme un organisme politique connaît un grand essor à la suite des invasions qui ont commencé en 2011, mais il y a une double censure pour analyser les vérités intrinsèques de ce qui est arrivé dans la région au cours des dernières années: celle des comités scientifiques qui empêchent toute pensée dissidente et celle des jeunes chercheurs qui, soit par ignorance, soit par peur n'osent pas, mettre en pièces les mensonges répandus depuis les hautes sphères académiques .

Comme l'a affirmé Chossudovsky, le discours dominant qui a une forte influence dans les institutions universitaires et de recherche se répète, décourageant tout discours critique et il fait que la réalité sociale et économique, dans ce cas, le processus euro-méditerranéen, ne peut être vu qu'à partir d'une perspective unique avec un ensemble de relations fictives pour occulter le fonctionnement global du système. Sans admettre le désaccord et la discussion des principaux paradigmes théoriques pour que les nouvelles générations de chercheurs soient fidèles à leurs principes et incapable de découvrir les fondements théoriques dissimulés par de pseudo - experts en la matière.

Pendant les vingt dernières années on a empêché que toute autre puissance que les Etats-Unis, ne gagne de l'influence stratégique dans les régions riches en pétrole du Moyen-Orient et la mer Caspienne, avec un mépris total de la souffrance humaine des populations, en raison des conflits sectaires et ethniques pour affaiblir les gouvernements qui ne se soumettent pas à leurs intérêts.

Les néoconservateurs de Washington ont cherché à dominer la région méditerranéenne et à l'utiliser comme un tremplin pour leur stratégie globale de domination globale. Quand la peur du communisme et les guerres entre états ont cessé de fixer l'agenda, les attaques du 11 S ont permis de créer une nouvelle guerre, basée sur la division sectaire, en éliminant les pays qui s'opposent au plan impérial américain. Les États-Unis font tout pour qu'aucun groupe d'Etats ne puisse acquérir la capacité nécessaire pour les expulser d'Eurasie ou au moins réduire leur rôle d'arbitre.

Les conséquences de ce qu'on appelle « Printemps Arabe » ont été désastreuses, la Libye aujourd'hui est peut-être le pays qui ressemble le plus à l'enfer, sa fonction comme un état unique a disparu, et a été remplacé par des factions tribales et religieuses, avec de nombreux coups d'État pour s'emparer du contrôle du gouvernement. Après que le Pentagone et l'OTAN, avec ses alliés, ont bombardé la Libye de Mars à Octobre 2011, causant la destruction du pays. La Libye aujourd'hui est un chaos avec des terminaux de pétrole incendiés et des groupes de factions armées qui luttent entre eux et qui rivalisent pour contrôler la capitale, les ressources et les revenus du pétrole.

Toutefois, c'est en Tunisie et en Egypte, que les puissances occidentales contrôlent clairement l'avenir des deux pays. En l'absence d'une vision anti -impérialiste et panafricaniste pendant les soulèvements en Tunisie et en Egypte en 2011, les deux pays ont été contraints par les Etats-Unis et l'UE, de revenir à une reconfiguration néocolonialiste du pouvoir dans l'Etat national et pour leur politique étrangère. En Tunisie, les récentes élections ont donné la victoire au parti de Ben Ali rénové, Nidaa Tiunes, avec le nouveau président de 88 ans, Béji Caïd Essebs. Les médias comme les analystes, ont loué avec enthousiasme les prétendues réformes en Tunisie qui ne sont qu'une nouvelle constitution qui accepte clairement les diktats de la Troïka. Toutefois pour faire un éloge subtil de cette Magna Carta, les auteurs tentent d'exalter le fait que la femme peut

désormais voter aux élections. Mais quand cela arrive en Syrie, où il y a eu une plus grande participation, on parle de dictature.

En Egypte, l'organisation politique des Frères Musulmans, a été élue en juin 2012, mais il n'y a pas eu de changements fondamentaux dans la relation du Caire avec les Etats-Unis et l'Etat d'Israël. Après le coup d'état de l'été 2013, par des militaires égyptiens, une dictature effroyable a envoyé des milliers de militants des Frères Musulmans en prison, face à une faible critique de la presse et des chercheurs, qui ont montré leur accord à l'arrivée au pouvoir du général Sisi, avec peu de soutien populaire parmi la population puisque le gouvernement a dû prolonger l'élection de trois jours, pour qu'il y ait un nombre minimum d'électeurs.

En Syrie, le gouvernement Assad a réussi, jusqu'ici, à contenir les milices terroristes qui contrôlent actuellement seulement une zone du nord du pays. La victoire momentanée d'Assad doit être vue comme un exemple de la résistance d'un peuple contre une invasion pour changer le gouvernement souverain du pays, qui a été choisi par sa population en juin, avec une nette majorité aux élections, un signe clair de normalité démocratique.

Le groupe extrémiste sunnite, ISIS, soutenu par les milices tribales, a lancé une offensive pour contrôler les zones du nord de l'Irak. Ces événements récents ont mis en lumière les fractures ethniques et sectaires qui étaient encouragées par les États-Unis, depuis leur occupation en 2003 qui a été aggravée par la guerre en Syrie et soutenue par l'administration Obama et ses alliés régionaux.

En 2006, le bombardement de la coupole dorée historique de la mosquée Al Aslari, a déclenché un courant de violence contre les sunnites par des milices chiites et les forces d'occupation américaines ont tacitement soutenu les massacres qui ont eu lieu comme un moyen de terroriser population sunnite.

L'ISIS est une création des États-Unis et de ses alliés du Golfe Persique, comme l'Arabie saoudite et le Qatar. Son objectif est de réduire la puissance de l'Iran en

Irak, de redessiner le Moyen-Orient et de créer des régions impuissantes dirigées par des seigneurs de la guerre pour créer un projet de califat dans un état islamique sunnite, mais ce n'est pas un projet dont fait partie la population sunnite de l'Irak, qui est engagée dans des formes séculaires de gouvernement. Avec une campagne pour faire tomber al-Maliki, mis en place par les Etats-Unis pendant l'occupation, mais qui a été remplacé par un système plus souple qui est aligné sur Washington. La paradoxe consiste en ce que l'ISIS est l'ennemi à détruire et est le gouvernement de Assad celui qui le combat

L'Irak est à nouveau détruite et divisée afin que soient appliquées de manière plus précise les stratégies conçues dans le Plan Yinon, division de l'Irak en trois zones distinctes: un califat islamique sunnite, une République chiite arabe et la République du Kurdistan, avec des conséquences en Syrie, où l'incapacité de renverser le gouvernement a fait surgir l'idée de désintégrer le pays selon des frontières ethniques, qui permettent que la production de pétrole et de gaz soit contrôlée par les sociétés occidentales.

Le non appui des États-Unis au gouvernement de Maliki face aux islamistes, est dû à l'intérêt de Washington à soutenir les groupes sunnites dans leurs efforts pour renverser Assad, affaiblir le Hezbollah et réduire la puissance de l'Iran dans la région. L'objectif est de concevoir une guerre civile en Irak, dans laquelle les deux parties sont contrôlées par les États-Unis et l'OTAN.

C'est seulement lorsque l'ISIS s'est déplacé vers l'ouest et le nord de l'Irak et a menacé les intérêts des États-Unis dans la région, que l'administration Obama a proclamé la nature perverse des islamistes et elle a lancé une guerre illégale en Irak et en Syrie pour limiter sa progression. Mais quand l'ISIS luttait contre Assad, Obama n'avait rien à dire au sujet de ces meurtres sectaires et autres atrocités commises contre les chiites.

Le conflit entre Israéliens et Palestiniens continue son cours chaotique, même si a été célébrée par les médias au printemps de 2014, la création d'un gouvernement d'union nationale entre le Fatah et le Hamas, mais la réalité n'est pas réjouissante puisque le nouveau cabinet ne diffère guère du précédent, où le Hamas a seulement trois ministères, tous de peu d'importance, et ils n'ont même pas pu assister à la cérémonie de prise de fonction, par des problèmes avec le visa.

Ce nouveau gouvernement intérimaire composé de technocrates fait partie des accords de paix entre Palestiniens et Israéliens lancés en Avril 2014. Hamas et le Fatah ont conclu ce processus car tous deux étaient dans une situation désespérée. D'une part, le Hamas, en raison de son isolement politique et géographique face à l'hostilité du gouvernement égyptien après le coup d'Etat contre les Frères musulmans ainsi que par la crise économique, s'est affaibli. Alors que la crédibilité du Fatah a été minée par des années de coopération avec Israël, dans le vain espoir de devenir un État, d'être considéré comme un garant de la sécurité d'Israël.

Le gouvernement d'unité peut créer la fausse impression que le gouvernement de l'AP peut changer la situation pour l'améliorer étant donné qu'ils ont cédé depuis les accords d'Oslo aux exigences de sécurité d'Israël, alors que le Hamas est confronté à un choix difficile, parce que s'il s'éloigne du Fatha, il sera accusé de détruire le pacte d'unité, tandis que s'il se joint à lui, il perdra son identité et pourrait être submergé par des groupes plus exigeants tels que le Jihad islamique. Mais le peuple palestinien qui souffre de l'occupation, n'a pas besoin d'accords politiques sur des points mineurs, tels que le système de collecte des ordures, mais d'une stratégie visant à développer une résistance et de la lutte pour atteindre la liberté.

Après le massacre de trois jeunes Israéliens en juin 2014, dans une colonie illégale en Cisjordanie, des milliers de maisons ont été rasées et 600 membres présumés du Hamas ont été emprisonnés et plus de 1.000 Palestiniens ont été tués. Alors

que l'Autorité palestinienne en Cisjordanie, contrôlée par le président Mahmoud Abbas, a collaboré avec les Israéliens en émettant des condamnations symboliques contre la répression israélienne. La mort de trois adolescents, a été utilisée pour attiser le sentiment nationaliste et anti-arabe en Israël et pour justifier une autre guerre brutale contre le peuple palestinien. La responsabilité politique de la mort tragique des adolescents revient d'abord au sionisme et à leurs représentants, comme Netanyahu et à l'impérialisme américain, qui fournit à Israël des milliards de dollars de matériel militaire L'Etat d'Israël utilise la protection de la superpuissance américaine, si un changement ne se produit pas dans cette dynamique, Israël ne renoncera jamais à son ambition fondatrice, énoncée en 1919 par Chaim Weizmann, président de l'Organisation sioniste mondiale: «Ce que nous voulons c'est que la Palestine soit juive de la même manière que l'Angleterre est anglaise".

Beaucoup, en Europe attendent maintenant une nouvelle ligne de l'Union européenne, en dépit de la bureaucratie de Bruxelles contrôlée par les Etats-Unis. il est possible que l'Europe puisse progressivement se rendre compte de ses erreurs et comprendre que pour que ses citoyens aient une vraie paix et la stabilité, l'unification de l'Eurasie est plus nécessaire que jamais .

À cette fin, la Russie et la Chine prennent des mesures importantes en matière de coopération, face aux conflits causés par l'Occident. Le président russe Vladimir Poutine, a signé avec son homologue chinois, Xi Jianping, en signe d'approfondissement de la relation entre les deux pays, au printemps 2014, un accord sur l'énergie pour l'envoi de fournitures à Pékin, ouvrant un nouveau marché devant le risque de perdre des clients en Europe à cause de la crise en Ukraine. Ainsi, la Russie et la Chine forment un front commun contre l'hégémonie américaine Donc, l'UE devra prendre la décision capitale, ou rester la marionnette

de Washington et permettre l'augmentation de conflits militaires à sa périphérie ou construire des liens plus étroits avec la Chine et la Russie.

Cette nouvelle alliance euro-asiatique pourrait marquer la nouvelle règle du jeu et arrêter l'expansion des forces armées américaines. Si l'Europe avance dans cette direction, elle pourrait réaliser des améliorations et permettre une meilleure protection sociale, puisque dans les dernières décennies elle n'est parvenue qu'à une plus grande insécurité et un système économique qui ne profite qu'à une minorité au détriment de la majorité. Il est vrai que si la Chine et la Russie jouent un important rôle dans l'équilibre de l'échiquier géopolitique, elles ne constituent pas une alternative viable au capitalisme occidental.

En mai 2014, les présidents de la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan ont signé le traité pour la création de l'Union Economique à Astana, avec la possibilité que le Kirghizistan et l'Arménie puissent les rejoindre, tandis que le Vietnam et la Turquie envisagent de rejoindre l'Union douanière. Un événement important du tournant asiatique des États-Unis, c'est ce coup porté par la Russie et la Chine par rapport au dollar, puisque dans les prochains accords commerciaux les roubles ou les yuans seront utilisés.

Carroll Quigley, un historien et théoricien de l'évolution des civilisations, a expliqué que les pouvoirs du capitalisme financier ont un but à long terme, rien de moins que de créer un système mondial de contrôle financier dans des mains privées en mesure de dominer le système politique de chaque pays et l'économie du monde dans son ensemble. Ce système devait être contrôlé de manière féodale par les banques centrales du monde agissant de concert, par des accords secrets conclus lors de nombreuses réunions privées et de conférences. Le sommet du système serait la Banque des règlements internationaux à Bâle, en Suisse, une banque privée contrôlée par les banques centrales, qui vise à servir les sociétés privées.

L'or a été un frein efficace à la croissance financière et à ses abus, agissant comme un régulateur qui empêche l'expansion des banquiers qui ont convaincu le gouvernement américain d'abandonner l'étalon-or et d'empêcher que le métal n'accompagne les transactions ou les opérations de spéculation. Aujourd'hui, les investisseurs préfèrent avoir de l'argent à intérêt zéro, afin d'avoir moins d'obstacles à leurs activités.

Les conditions de vie de millions de personnes ont été dégradées à la suite de politiques fondées sur la dette imposées par la BM et le FMI, avec la complicité de leurs propres gouvernements. Le système de la dette a donné la priorité à des paiements à des créanciers plutôt qu'aux services de base de la citoyenneté. La dette publique nette des pays en développement entre 1985 et 2010 est équivalente à cinq plans Marshall. Elle est utilisée comme un instrument par les institutions financières et les pays créanciers pour que les pays en développement adoptent des politiques qui empêchent sa population d'atteindre des conditions minimales de vie grâce à la réduction et à la privatisation des services publics et à l'ouverture de marchés internes ouvert aux importations qui détruisent la souveraineté alimentaire.

La situation de la classe ouvrière en Europe n'a jamais été aussi détériorée par rapport à la conscience et à l'identité de classe, sans aucune altération du système capitaliste. L'objectif est de faire peser le poids de la crise financière sur la classe ouvrière, ce qui provoque un changement de société où la classe ouvrière « classique » disparaît en laissant un lieu aux exclus. Ce qui se passe en Grèce, au Portugal, en Irlande et en Espagne a été imposé aux travailleurs dans les pays en développement lors de la crise des années 80, où s'est produite en même temps une offensive contre les travailleurs de l'Amérique du Nord à partir de la présidence de Reagan et avec Thatcher en Grande-Bretagne. Les travailleurs de l'ex-bloc de

l'Est, ont également été soumis dans les années 90, aux politiques brutales imposées par leurs gouvernements et le FMI¹.

La lutte politique pour les droits démocratiques et contre l'austérité doit également être associée à la lutte contre le bellicisme américain. Les travailleurs peuvent seulement défendre leurs intérêts de classe et leurs droits fondamentaux, sur l'unité de la classe ouvrière, une perspective socialiste et internationaliste. Seule leur lutte unie contre les élites dirigeantes qui oppriment la région méditerranéenne pourra parvenir à arrêter l'impérialisme, les guerres, les dictatures et la pauvreté des masses.

C'est seulement par la mobilisation populaire que l'on peut en finir avec la stratégie des classes dominantes, mais il est nécessaire que les mouvements populaires conçoivent une stratégie continentale. Face au paiement de la dette publique, qui est la justification des gouvernements pour attaquer les droits économiques et sociaux de la population, les mouvements sociaux doivent exiger « l'annulation de la partie illégitime de la dette publique, l'abandon des politiques d'austérité, l'opposition massive au grand capital, l'expropriation des banques pour les intégrer dans un service public d'épargne et de crédit, la réduction du temps de travail, la fin des privatisations et le renforcement des Services publics sont des étapes essentielles d'un programme alternatif à la gestion capitaliste de la crise.

Le continent doit avancer vers une organisation socialiste de la société et de l'économie. Cela permettra d'assurer une répartition équitable des ressources émanant de la région. La menace impérialiste doit être résolue par la construction d'un mouvement contre la guerre, sur la base de la classe ouvrière et dirigé contre le système de profit capitaliste, qui est la source de la guerre et du militarisme.

¹ Toussaint, Eric: *Contradicciones centro/ periferia en la Unión Europea y la crisis del Euro*. Disponible desde Internet en: [<http://www.rebellion.org/noticia.php?id=176754>], 2013, con acceso el 1-7-2014.

Les perspectives à court et à long terme sont difficiles à prévoir : y aura-t-il une pression accrue des agents étrangers sur l'Irak et la Syrie les conduisant à se balkaniser ou, au contraire, les forces populaires seront-elles capables de se coordonner et d'expulser les terroristes jihadistes d'une part, et les forces qui collaborent avec les pays occidentaux dans des pays comme l'Egypte, la Tunisie ou la Libye, pour développer les luttes populaires de la région.

Ce qui nous attend dans le futur est complexe à analyser, mais nous devons, au moins, comprendre ce qui est arrivé dans la région méditerranéenne. Depuis 2007, s'est produite une double invasion dans la région, au niveau économique avec une crise économique provoquée par la destruction du tissu social existant dans les pays d'Europe du Sud et d'autre part, un agenda de guerre dans les pays de la rive sud de la Méditerranée qui a provoqué une invasion des pays qui ont poursuivi une politique indépendante. Seule la lutte de la classe ouvrière permettra de sortir de cette spirale de cette double violence (militaire et économique); pour atteindre la prospérité des peuples vivant sur les rives de la Méditerranée.

On a besoin de comprendre les dynamiques régionales autour de nous et comment être une partie active du processus de changement qui peut se développer à la fois dans notre pays et dans notre environnement immédiat, la Méditerranée.